Conclusion à la 3ème partie: Qu'est-ce qu'une société complexe ?

(extrait de Étienne Le Roy, *Le jeu des lois. Une anthropologie "dynamique" du Droit*, Paris, LGDJ, Col. Droit et Société, Série Anthropologique, 415 p)

L'itinéraire anthropologique,
de l'altérité à la complexité,
Ce que complexité veut dire ici

Le prologue nous avait préparé à entrevoir dans l'écriture anthropologique plusieurs types d'intentions comme le soulignait alors Marc-Henri Piault, intentions souvent emboîtées les unes dans les autres et que chacun d'entre nous peut extraire, l'une ou l'autre, selon son tempérament, l'histoire de sa pratique, les pesanteurs professionnelles (en particulier les rapports avec les 'collègues')...

Je voudrais donc, sans prétendre en faire l'histoire, qui sans doute demanderait plus d'investissements que ce que je puis y consacrer au terme d'un ouvrage déjà touffu, rappeler les étapes qui ont conduit à l'actuelle mise en évidence de la complexité. Puis je résumerai les conclusions que suggèrent les cinq "terrains" que j'ai présentés et qui permettent de répondre à la question "qu'est-ce qu'une société complexe", avant de refermer, dans la conclusion générale, l'ensemble de ces enseignements dans une perspective plus générale du jeu des lois.

- L'itinéraire anthropologique, de l'altérité à la complexité

Plus qu'une discipline scientifique, l'anthropologie est un point de vue sur les phénomènes sociaux, entendant par là l'observation des comportements de l'homme singulier, puis de ses relations avec d'autres hommes avec les collectifs qu'ils forment et enfin l'emboîtement de ces divers collectifs dans "la société"¹ dont on a eu l'occasion

¹ Je devrais ici préciser "société humaine" pour préciser notre champ de recherche qui rencontre l'étude des sociétés animales comme une des frontières, au sens de la "*frontier*" américaine, la limite entre les sauvages et les civilisés qui est censée être constamment déplacée jusqu'à abolir l'idée même de sauvagerie (et, de ce fait, celle de civilisation). On le voit, d'autres étagements sont concevables et la présentation qu'on peut faire des trois étagements actuels tient à l'anthropocentrisme qui préside à la vision occidentale, donc judéo-chrétienne, du monde. L'évolution de ces représentations sous l'effet de la perception nouvelle de l'environnement et d'une représentation de la nature moins déterminisme devrait conduire les générations suivantes à multiplier les étagements de la recherche anthropologique, donc à renforcer la complexité des données à considérer. Par ailleurs, la prise en compte des autres visions du monde dans les travaux des anthropologues qui font partie des sociétés qui en relèvent pourraient conduire à un renouvellement profond de nos perceptions si, toutefois, ces chercheurs ont

d'apercevoir la caractéristique majeure : le fait qu'elle se présente comme une *universitas*. Les anthropologues du Droit ont tendance, à la suite de Michel Alliot, à ajouter à ces trois étages, l'homme, le groupe, la société, un quatrième étage non plus institutionnel mais socioculturel qu'on désigne comme "les traditions", regroupement de sociétés sur la base du partage des archétypes qui les caractérisent et de leurs modes particuliers de spécifications². Curieusement, cet élargissement de la perspective est taxé de relativisme sans doute parce que, spécialement dans la perception française contemporaine, la prise en compte de la culture met mal à l'aise en interrogeant les bases affirmées de notre prétention rationaliste à l'universalisme (supra chapitre 33). Je ne poursuivrai donc pas plus longtemps le sens de cette distinction et je traiterai par la suite des trois premiers étagements.

On peut prendre ces trois étagements (qui correspondent peut-être aux paliers en profondeur dans la sociologie de Georges Gurvitch) dans un sens ou dans l'autre, le choix n'étant pas innocent mais la tendance étant à les conjuguer, du singulier au général et inversement. Il y a encore quelques années, comme je l'indiquais dans l'introduction générale, les tenants de la singularité se disaient ethnologues et les partisans des grandes généralisations, à la suite de Claude Lévi-Strauss, se disaient anthropologues. Finalement, le terme anthropologie s'est imposé de manière conventionnelle comme un standard international permettant le dialogue interculturel de part et d'autre de l'Atlantique ou de la Manche, toutes les singularités d'auto-désignations restant concevables et effectivement pratiquées.

Tout ceci ne simplifie pas la perception externe de notre discipline et explique sans doute que Jacques Lombard qui fut un grand illustrateur de l'anthropologie sociale en étant influencé par le structuro-fonctionnalisme anglais consacre son dernier ouvrage à un retour à l'ethnologie³, pour mieux dévoiler une tendance du "*généraliste s'effaçant de plus en plus derrière le spécialiste*" (1994-29). Il observe également que la finalité de l'ethnologie l'a conduit à privilégier l'étude des petits groupes, le plus souvent en voie de disparition, et que sa démarche est "*scientifiquement dépendante*". Tous ces arguments pourraient faire douter de l'intérêt de notre approche si on n'introduit pas la prise en compte d'un facteur qui assure son autonomie et sa spécificité: le paradigme de l'altérité. C'est sur ce paradigme que s'ouvre cet ouvrage (comme pour toute recherche anthropologique) et que peut se refermer toute pratique anthropologique car, en dépit de tout ce qui a été écrit, l'altérité reste un "tabou" (supra chapitre 19) qui, de l'ethnocentrisme au racisme, continue d'empoisonner nos sociétés à la fin du XX^e siècle et ainsi fonde l'utilité sociale et politique de l'anthropologie.

Si on veut donner une idée de l'évolution de ce paradigme, c'est à ce XVI^e siècle, comme l'a souligné le chapitre 33, qu'il faut l'associer. Ce siècle fut appelé Renaissance et vit effectivement renaître la question de l'altérité qu'avait déjà abordée, sans respect particulier, l'antiquité gréco-romaine.

l'intention de, et réussissent à, imposer leurs conceptions dans un "univers impitoyable", celui des universitaires soumis eux aussi aux enjeux de la mondialisation.

² Voir supra l'introduction générale et le chapitre 18.

³ J. Lombard, *Introduction à l'ethnologie*, Paris, Armand Colin, col. Cursus, 1994, 189 p. L'auteur, membre de l'AFAD, a participé aux premières rencontres franco-allemandes des anthropologues du Droit et a préparé

On doit aux voyageurs de la Renaissance les premiers récits qui vont fonder l'ethnologie scientifique et les références qui deviendront ensuite incontournables. Qui d'entre nous, anthropologues, ne se reconnaît pas dans cette affirmation de Michel de Montaigne dans le célèbre chapitre 'des cannibales' de ses Essais : "*chacun appelle barbare ce qui n'est pas de son usage; comme de vrai, il semble que nous n'avons d'autre mire de la vérité et de la raison que l'exemple et l'idée des opinions et usances du pays où nous sommes*". Cet esprit de tolérance mettra cependant deux siècles à être transposé scientifiquement et, comme je l'ai déjà indiqué, je suis l'avis de Claude Lévi-Strauss considérant Jean-Jacques Rousseau comme fondateur de l'ethnologie scientifique en posant l'affirmation suivante dans le chapitre VIII de son *Essai sur l'origine des langues* :

"*Quand on veut étudier les hommes, il faut regarder près de soi; mais pour étudier l'homme, il faut porter sa vue au loin; il faut d'abord observer les différences pour découvrir les propriétés*"⁴.

Cette perspective de l'anthropologie mettra encore deux siècles à se concrétiser, piégée par les notions d'évolution et de progrès qui déformeront ce "regard porté au loin". De même, la colonisation et l'impérialisme infléchiront durablement ce regard car les pratiques d'observation et d'analyse dans le contexte colonial sont nécessairement biaisées.

De cette longue période et en dépit des multiples connaissances particulières qui ont été accumulées sur "les hommes" et sur leurs droits, je ne retiens rétrospectivement que ce que les travaux nous apportent de la connaissance de l'Homme et je privilégie à nouveau l'apport de celui qui n'eut pas à aller "étudier les hommes" sur le terrain pour comprendre les comportements de l'Homme dans leur plus grande généralité, je veux parler de Marcel Mauss. C'est le théoricien de la totalité⁵ qui est ici reconnu, apportant le concept relais qui permettait d'ouvrir l'anthropologie sur le mystère de la société comme totalité ou *universitas* dans le langage de Dumont et des canonistes. L'idée de totalité permettait de dépasser les deux grandes clôtures de l'altérité classique, le fait qu'un ethno-anthropologue ne puisse étudier systématiquement que des petits groupes (contrainte démographique) et que ces analyses soient réputées "hors de l'histoire" (contrainte de monochronologie). L'anthropologie de ce siècle se donne l'ambition d'étudier la totalité de la société dès lors qu'elle se dit une '*universitas*' et dans la totalité de son historicité.

Ainsi, la double opposition entre ethnologie et anthropologie puis entre l'ethno-anthropologie et sociologie devenait-elle dépassable et le sera, lentement, au cours des années quatre-vingts.

J'ai ainsi retrouvé un long article (près d'une page) dans *Le Monde* de 15 janvier 1982 d'Emmanuel Todd⁶. Cet auteur, anthropologue qui dans son oeuvre a sacrifié à son propre constat d'un "*manque de théorisation et d'excès de généralisation*", générateur de l'une de ces crises cycliques qui parsèment l'histoire de l'anthropologie,

l'édition, avec beaucoup de disponibilité et d'efficacité, de l'ouvrage *La violence et l'Etat*, Paris, L'harmattan 1994 que je co-dirigeais avec T. Von Trotha. Qu'il en soit à nouveau remercié ici.

⁴ Cité par C. Lévi-Strauss, "Jean-Jacques Rousseau fondateur des sciences de l'homme", *Anthropologie structurale deux*, Paris, Plon, 1973, p. 47.

⁵ Dans sa conclusion de méthode de son "essai sur le don..." précité.

⁶ E. Todd, "Où en est l'anthropologie?", *Le Monde*, enquête, 'questions à la science', 15 janvier 1982, 22.

souligne pourtant “*l’amorce d’une révolution qui mène l’anthropologie à la rencontre de l’histoire, dans les années 70, en France comme en Angleterre*”. Si E. Todd aime les formules et oppose “*les Français (qui) ont mis l’anthropologie au service de l’histoire (aux) Britanniques (qui) ont mis l’histoire au service de l’anthropologie*”, il désigne bien une innovation, la redéfinition des objets de la recherche. Prenant l’exemple des études de parenté, cette “*vache sacrée*” dont j’ai également parlé, il indique à propos des anthropologies britanniques que progressivement leur analyse

“ a changé de nature : une distinction s’est imposée entre la parenté comme système idéologique et la parenté comme système de relations interpersonnelles à partir des études d’Evans-Pritchard sur les Nuer. On se demande moins pourquoi toute une catégorie d’individus sont appelés frères, indépendamment de l’idée biologique de fraternité, mais on examine attentivement la cohabitation, au sein d’un même ménage, de tels ou tels types de parents. Bref, on abandonne la parenté pour la famille ”.

Les travaux du LAJP (dont j’ai rendu compte dans le chapitre 23) ont suivi le même processus de redéfinition des objets au milieu des années soixante. Mais pour aboutir à la conception actuelle, qui n’a rien d’un aboutissement et qui est seulement une étape rappelons-le, il fallait encore renoncer à un effet pernicieux de l’exotisme qui faisait encore sacrifier certains d’entre nous à l’effet du ‘sauvage à la mode’. C’est la banalisation d’un monde déjà désenchanté, banalisation opérée à la fin des années quatre-vingt avec la chute du mur de Berlin et la disparition du “deuxième monde” la multiplication des communications et des voyages, l’internationalisation des médias, qui ont modifié les perceptions, sans faire oublier tout folklorisme. De là naît l’idée que sans être “du pareil au même” chaque société est riche de ses différences au nord comme au sud : toutes sont diverses, toutes sont complexes conjurant ainsi le risque de relativisme par l’universalité de la “complication”, selon le sens commun, de la complexité dans les analyses d’Edgar Morin.

Si cette nouvelle ‘façon’ de conjuguer l’altérité n’est plus spécifiquement ethnologique, si donc l’anthropologie ne revendique pas le monopole ou l’initiative dans ce domaine et qu’elle partage ce type de préoccupation avec des disciplines plus ou moins voisines (spécialement la sociologie dont ne la sépare que les nuances que certains veulent souligner), c’est bien l’émergence d’un paradigme renouvelé au sens d’une “néo-altérité” qui apparaît dans le contexte de la trans-modernité et que cet ouvrage a contribué à illustrer.

Ce que complexité veut dire ici

Les cinq terrains que nous avons exploré en commun me permettent de tirer six enseignements à propos de ce que la complexité peut signifier *in concreto* : non pas de manière spéculative et abstraite mais déductivement.

Premièrement, la complexité ne se comprend qu’a posteriori

Au premier abord, une société se révèle indéchiffrable pour un observateur extérieur. Tout y est mêlé, sens dessus dessous apparemment, et la compréhension, le fait de saisir de l’intérieur une explication, ne vient que lentement par étalonnage rétrospectif de l’ensemble des expériences accumulées. Cette constatation n’est pas spécialement

scientifique mais le chercheur, particulièrement l'anthropologue, en déduit des conséquences quant à l'élaboration théorique.

Les expériences de terrain dont j'ai rendu compte illustrent en effet une exigence théorique qui associe induction et déduction pour reconstruire constamment des cadres théoriques qui ne doivent être considérés que comme des constructions *a posteriori*, aux bases plus ou moins assurées, aux implications plus ou moins heuristiques.

Les situations où nous avons pu privilégier le "terrain" et ses enseignements (chapitres 31,32, 34) ont permis de valoriser la démarche inductive, toujours préférée par l'ethno-anthropologue. Les chapitres sur l'Etat et sur les Droits de l'homme sont plus déductifs en recherchant les conséquences de nouvelles règles du jeu posées d'emblée comme incontournables pour répondre aux questions de la recherche. Pourtant, on a remarqué, me semble-t-il, que la vieille opposition entre l'induction ethnologique et la déduction sociologique n'est pas tenable car chaque terrain implique de passer constamment de la déduction des connaissances antérieures à l'induction à partir des observations nouvelles pour formuler dans un troisième temps des conclusions par déduction ouvrant à de nouvelles investigations. Le jeu entre l'induction et la déduction, ce passage du particulier au général et du général au particulier, est donc aussi constant que l'inhalation et l'expiration dans la respiration : deux temps d'une même expérience.

Par ailleurs, poser que les cadres théoriques sont des constructions *a posteriori* ne veut pas dire que l'anthropologue n'aborde pas son terrain sans référents théoriques. Mais ceux-ci appartiennent à la problématique pour constituer l'axe, la 'colonne vertébrale' de la recherche. Ceci signifie, en approfondissant cette image, que la recherche ne peut tenir debout sans ces éléments de théorie mais ne peut prétendre restituer le grand jeu de la vie si elle ne demeure que ce squelette théorique initial. Nourrir les éléments de théorisation initiale des observations inductives et déductives permet de produire ces explications, d'élargir les connaissances et de faire progresser la science en répondant ainsi à l'exigence d'innovation - qui est aussi justification- du chercheur. Car c'est bien dans l'instant de l'évaluation de la marge d'avancées et de confirmation, positive aussi bien que négative, des enjeux de la problématique que la théorie peut être pesée pour ce qu'elle offre, l'appréciation du surcroît de connaissance que la recherche a autorisé.

Deuxièmement, la complexité nous situe entre science, voyance et initiation

Chacun de ces terrains, exotiques ou non, a exigé pour accéder aux connaissances des procédures particulières pour entrer dans ses questionnements, découvrir les personnes-ressources, s'inscrire dans les réseaux relationnels où s'échangent les informations et où sont confrontées les conclusions. Ces procédures particulières s'apprennent puis s'expérimentent au cas par cas. Ce sont des contraintes techniques particulières à la profession de chercheur et l'anthropologue n'y introduit que des variantes avec sa démarche d'observation participante. Il faut aussi "en être" pour en parler. Vivre chez Mamadou Sey, infirmier à Thiès, ou suivre l'agent voyer de cette ville dans sa tournée des tas d'ordure nous apportent beaucoup plus de connaissances des conditions de vie et des manifestations de la civilité urbaine que l'étude des statistiques de fréquentation des services de l'état civil.

Pour celui qui n'a pas pu ou voulu recourir à ces procédures particulières, qui n'a pas cherché à pousser les portes, à se présenter "en aveugle" pour partager les joies et les peines selon les lois de l'hospitalité, ces mondes peuvent apparaître comme clos et terrifiants parce qu'il n'en possède pas les clefs. Ainsi, pour moi, le deuxième enseignement de ces travaux est que la complexité nous oblige à regarder, au-delà de la science, ces savoirs "profonds", ce que les Wolof appellent savoir-savoir (*xam-xam*) le vrai et le gai savoir (au sens de Rabelais). Cet élargissement du regard scientifique n'est que la confirmation d'une sagesse immémoriale : ce qui est clos et hostile pour celui qui a renoncé à se laisser interpellé par les phénomènes d'altérité est ouvert et fécond pour celui qui s'est donné la peine d'entrer dans la connaissance. La complexité peut et doit être interrogée en mobilisant les ressources nécessaires et jusqu'à se heurter à "l'infini turbulent" dont parlait le poète Henri Michaux à partir de son expérience de la drogue.

Ce que l'époque actuelle ajoute aux expériences ancestrales tient à l'illusion, que donne la télévision en particulier, qu'il suffit de voir pour comprendre alors qu'on reste dans la position d'un voyeur quand il faudrait être dans celle du voyant.

Est-il alors besoin de rappeler le défi que constitue pour celui qui a "passé la ligne" la possibilité de décrire ce qu'il a vu, de parler d'un ineffable, de cette petite musique ou de ces parfums, de ces attitudes et de ces plaisanteries qui font un ethos, à la fois matériaux pour la recherche et traces impalpables du grand poème de la vie qui reste toujours à composer ?

Troisièmement, la complexité induit incertitude et instabilité

Cette troisième proposition n'est pas une découverte et ne fait que confirmer les bases conceptuelles du jeu des lois. Non seulement le résultat du jeu des lois n'est pas donné à l'avance (incertitude) mais également les solutions utilisables à un moment donné sont susceptibles d'être remises en cause par la variation d'un facteur qui entraîne le rééquilibrage de l'ensemble des autres facteurs (instabilité). Pour l'instant, nous ne pouvons pas prédire les solutions types qui pourraient émerger car la réponse ne peut être déduite d'un programme informatique ou de calculs. A nouveau, l'exemple de nos villes sénégalaises est significatif. Un secrétaire général de mairie anticipe de plusieurs années une réforme (qui sera effectivement mise en oeuvre quelques années après) pour résoudre un problème de robinet, au risque, quand le Droit aura évolué, d'avoir déjà changé et adapté sa stratégie à un autre équilibre, imprévu. La prévision et la sécurité juridique pourraient être les grands perdants, sauf, comme on l'a aussi indiqué, à changer certaines bases référentielles de ce qu'on cherche à prévoir ou de ce qu'on tente de sécuriser. A côté des inconvénients indiscutables mais aussi incontournables de la prise en compte de la complexité, il y a des avantages. J'en vois un depuis le début de cet ouvrage : **la nouvelle responsabilisation des acteurs dans la vie sociale et juridique**. Dès lors que le résultat est incertain, il ne peut être laissé aux seules mains des spécialistes ou au bon plaisir de mécanismes ou de procédures. L'homme doit se réinvestir dans le relationnel ou, plus exactement, confirmer que les investissements dans les relations personnelles qu'il réalisait de manière honteuse et sous le couvert du secret sont une part incontournable, donc structurelle et licite, du jeu social.

Quatrièmement, réintroduire une épistémologie de l'opacité comme principe de lecture de la complexité

La démarche de la science moderne repose sur une épistémologie de la transparence qui est sans doute partiellement fictive mais qui suppose que tous les raisonnements et toutes les opérations raisonnées sont observables, catégorisables, énonçables et reproductibles. "Il n'y a qu'à" trouver la bonne procédure ou le bon outil, à la manière de la découverte par Le Verrier d'une planète qui porte maintenant son nom. Cette planète fut calculée par lui mais observée réellement quelques décennies après lorsque les astronomes disposèrent de l'instrument adapté. Dans cette hypothèse de transparence et d'objectivité, les choses sont ou seront telles qu'elles sont décrites par le chercheur s'il respecte les protocoles de sa discipline.

Cette foi du charbonnier dans les vertus de la science se heurte pourtant à de solides obstacles. Sur la base d'une "équation" où la recherche Re est égale à un jeu de questions /réponses (Q/R) relatives à un objet (O),

$$Re = \frac{Q/R}{O}$$

j'en distingue au moins de trois types selon les cas suivants.

- On ne dispose pas d'un bon système de questionnement (Q), par exemple parce qu'on ne sait pas quoi regarder dans nos villes sénégalaises : les monuments ? les hommes ? les marchés ?
- On dispose d'informations incomplètes, bâclées, contradictoires ou carrément fausses, comme on l'a évoqué à propos de cette fameuse propriété foncière collective qui n'est que le fruit de l'idéologie moderne et du principe de l'englobement du contraire. C'est alors l'objet scientifique (O) qui se trouve remis en question.
- Enfin, des réponses (R) sont données et doivent être prises en considération parce qu'on est en situation de recherche appliquée où le commanditaire exprime sa demande : "je veux tel résultat, voyez comment me l'assurer". Par là il veut dire "dégagez l'objet, voyez quelles questions il pose et à quelles conditions la réponse est possible". Du fait que le client, comme le bailleur de fonds, a toujours raison, il faut bien mettre en oeuvre des procédures pour produire le résultat escompté.

L'épistémologie de l'opacité (qui a une histoire qui mériterait d'être reconstituée et publiée) répond à des situations de ce type. Je l'ai expérimenté à propos de la justice des mineurs (dans le rapport de recherche cité dans le chapitre 34). Elle consiste à postuler que la réalité est enfermable dans une "boîte" (qu'on dira boîte noire si on peut y associer un système d'enregistrement) et qu'on observe seulement ce qui rentre et ce qui sort. Sur la base d'une comparaison entre inputs et outputs et d'une répétition de ces observations selon des protocoles, on déduit des variations des principes d'explication de ce qui se passe à l'intérieur de la boîte "noire".

. Dans le cas de la justice des mineurs, par exemple, c'était le cabinet du juge des enfants qui était considéré comme une boîte et le système d'enregistrement n'était autre que l'anthropologue assis à la place du greffier et relevant sous le couvert de la confidentialité tous ceux qui pouvaient entrer ou sortir, ce qu'ils disaient ou faisaient et tout ce qui était échangé au téléphone. Enfin, les dossiers pouvaient être consultés s'ils apportaient des éléments d'information complémentaires.

Les diverses prestations, enregistrées par écrit et confrontées, permirent de dégager un processus de prise en charge de la fonction de courtage du juge des enfants dont j'ai parlé dans le chapitre 34 à travers les mécanismes de l'oralité juridique, un mode de gestion du conflit dont j'avais découvert la logique opératoire dans la justice coutumière africaine (au tribunal coutumier de Bakongo à Brazzaville) et dont je retrouvais les applications au tribunal pour enfants de Créteil !

L'intérêt de poser le principe de mise en boîte noire est de réserver les conclusions sans préjuger de la connaissance des mécanismes en cause. Dans le cas de la justice des mineurs, cette démarche permettait de "mettre entre parenthèses" la connaissance classique de la justice et d'éviter de reproduire des clivages incongrus, donc autorisait à traiter la justice des mineurs comme une forme originale de régulation des conflits concernant les mineurs et leurs familles dans un but d'éducation.

Cette démarche a été reproduite pour la gestion patrimoniale d'une manière moins systématique, en nous obligeant à prendre au sérieux les pratiques d'acteurs se situant à la fois dans la traditionalité et dans la modernité, donc dans l'entre-deux de l'un et l'autre à la fois.

Cinquièmement, toute complexité suppose une interculturalité

L'ensemble des connaissances, savoirs et savoir-faire qu'on dénomme culture se décline de plus en plus au pluriel et on distingue ainsi des cultures savantes ou populaires, des cultures classiques, d'entreprise, religieuses ou laïques, traditionnelles et modernes... La prise en compte de la 'pluralité des mondes' que j'emprunte à Boltanski et Thévenot induit également pluralité des cultures, et exigeance de conjonction de ces cultures en situation de complexité. Rappelons que pour ces auteurs,

"(o)n peut qualifier ces sociétés de complexes au sens où leurs membres doivent posséder la compétence nécessaire pour identifier la nature de la situation et pour traverser des situations relevant de mondes différents. Les principes de justice n'étant pas immédiatement compatibles, leur présence dans un même espace entraîne des tensions qui doivent être résorbées pour que le cours de l'action se poursuive normalement" (1991-266).

L'interculturalité qui s'en déduit n'est pas familière à la société française et va bouleverser les méthodes de l'enseignement scolaire et influencer, positivement peut-on l'espérer, sur les pratiques sociales.

Dans le chapitre 14, et à partir des travaux de Raymundo Panikkar et de Robert Vachon, j'ai souligné les contraintes particulières du dialogisme qui est rencontre et découverte de l'autre dans les termes suivants : *le dialogue dialogal ne consiste pas tellement en un dialogue sur un objet (...) mais plutôt en un dialogue entre sujets, où l'accent est déplacé de 'ce dont on parle' vers 'ceux qui parlent' et qui devient ainsi un lieu de partage et de dévoilement mutuel des sujets, les menant à se découvrir soi-même en découvrant l'autre.*

Dans cette même perspective, ces cinq chapitres, spécialement celui relatif à la gestion patrimoniale d'un point de vue formel, vérifient le besoin de systématiser des modèles comparatifs anthropologiques. Ces cadres comparatifs doivent disposer d'une neutralité qui respecte la convergence des observations, favorise leur redéfinition sur une base commune et évite la discrimination des explications dans chaque culture. Il s'agit là de réunir les conditions d'une approche comparative non ethnocentrique.

Sixièmement, la complexité n'est pas l'uniformité

Au contraire ! La complexité nous invite à redécouvrir le principe de la complémentarité des différences. Dans un texte récent prolongeant les travaux du LAJP sur le thème de la maltraitance infantile, publié dans le cadre du Centre International De l'Enfance et de la Famille (CIDEF), je remarquais que la complexité interdisait également "de refuser tout dualisme induisant les risques de dichotomies et finalement l'enfermement de la pensée scientifique dans le principe de l'englobement du contraire"⁷. Ceci suggère singulièrement d'éviter de retomber dans les simplifications de la mondialisation et de s'interdire de penser le "local" comme le contraire du "global". "La localisation est à la mondialisation ce que, dans la pensée confucéenne, le ying est au yang. Elle est d'autant plus présente qu'elle n'est pas affichée ou énoncée. Et toute tête dans les étoiles de la mondialisation doit avoir ses pieds ou ses racines dans un terreau qui peut être terroir ou fumier, épaisse moquette ou grande plaine ouverte. Il y a là un jeu dialectique essentiel" (Ibidem, 1998-188) que chacun doit apprendre à maîtriser et que nos chapitres ont illustré, spécialement pour les droits de l'homme et la gestion patrimoniale.

Ce refus de l'uniformisation s'applique à toutes les cultures scientifiques et aux langues de communication. Ceci suppose de préparer la francophonie à être au rendez-vous du temps de la complexité.

En conclusion, si on tente de répondre à la question que pose l'intitulé de cette rubrique, on peut faire les observations suivantes :

- ° Une société complexe est d'abord une société ouverte, spatialement sur toutes les autres sociétés du globe, temporellement sur son passé, sur son présent et sur son devenir.
- ° C'est une société où les agencements sociaux et les régulations sont instables, donc incertains, au moins à l'intérieur de certaines marges. Le Droit, selon la formule souvent citée du doyen Hauriou "constate des armistices sociaux" fugaces et volatiles. Ce que le manque de profondeur temporelle obère, la capacité d'adaptation aux nouvelles contraintes le favorise.
- ° La vie en société s'apprécie par ses résultats, non par ses intentions ou ses objectifs proclamés. Cette préoccupation matérialiste qui est aussi une obsession du futur modifie nécessairement la conception du Droit qui ne peut plus tenter d'immobiliser le temps au présent recomposé et qui devra inventer de nouveaux mécanismes de régulation.
- ° Si une société complexe apparaît comme multiculturelle et pluriconfessionnelle, plurielle et plurale, et que la requête d'interculturalité et d'universalité est incontournable, le mystère de ce qui lie ensemble les individus dans cette universitas qu'on appelle société reste entier. On a évoqué le rôle de "lieu" que devrait assumer le magistrat judiciaire. On a également relevé le besoin d'un droit des repères au profit non seulement des cohortes juvéniles mais aussi de tous ceux qui sont déséquilibrés ou désarticulés, donc marginalisés par les changements dont le rapidité frappe tous les esprits.

⁷ E. Le Roy, "Crises, mondialisation, complexité sociale, spécificités des situations et généralité des pratiques", *A la recherche des enfants des rues*, sous la dir. de S. Tessier, Paris, Karthala, 1998, 191.

C'est donc à la question des projets de société que sera réservée notre conclusion générale.

Conclusion générale

L'anthropologie du Droit à la recherche de nouveaux projets de société : dix leçons

Les apports du jeu des lois
Les exigences d'un projet

Toute recherche qui se clôt s'ouvre nécessairement à de nouveaux questionnements. On se moque parfois du chercheur "qui n'en a jamais terminé" ou "qui complique tout" dit le sens commun. Pourtant, comme l'a montré la troisième partie, cette complication n'est pas le fait du chercheur mais de la société, irrémédiablement complexe.

Je ne vais pas revenir sur les conclusions précédentes mais donner à ces esquisses un prolongement en m'inspirant principalement des conclusions dégagées progressivement dans les deux premières parties.

Je me tiens ici à deux règles de méthode que j'ai eu l'occasion d'illustrer :

1° L'objet de la recherche c'est la société comme *universitas* donc comme totalité "discrète"⁸ non la *societas* comme agrégat : Or, ai-je constaté, "le problème est (...) que, dans nos expériences contemporaines, la société comme un tout organique et comme unité dynamique est absente".

2° et en conséquence, il ne peut y avoir de comparaison possible entre ces ensembles "discrets" qu'on appelle sociétés qu'à condition de mettre en oeuvre des protocoles qui sous le nom de modèles ont structuré le présent ouvrage depuis l'Introduction générale. Comparaison n'est pas raison si on ne se donne pas les moyens du comparatisme.

En dehors du fait que les cinq chapitres de la troisième partie ont à la fois confirmé quelques idées courantes et ouvert à des expériences inattendues, la conséquence qu'on peut tirer de leurs enseignements est que seule la plongée dans ce qui constitue l'essence (ethos) de chaque société peut répondre à l'exigence de compréhension et d'intelligibilité de la science sociale. A cette exigence minimale, l'anthropologue du Droit y a ajouté le souci de toujours ramener l'observation des phénomènes juridiques aux logiques sociales qui les fondent. Avant de prétendre "penser le Droit", il s'est ainsi préoccupé de saisir les acteurs dans leurs "mondes" et d'interpréter les "visions du monde" inscrites au sein de "traditions" dont on a vu qu'elles appliquent le principe du mouvement et de la vie et que 'tout change' à l'intérieur d'une trame, d'une matrice d'autant plus permanente qu'elle n'est généralement pas consciente donc pas questionnée ou critiquée. Comme on le remarquait à propos de l'invention de la ville en Afrique, je fais mienne la juste observation de Georges Navarro : *(l)e tout, pour nous, est de suivre à la trace le fil de la <reliance sociale> et de voir son 'travail', ses visages* ⁹.

De ces deux propositions de méthode je tire donc pour conséquences, quand on prend au sérieux le caractère de nos sociétés en situation de "trans-modernité", la double orientation de cette conclusion : d'une part, faire la synthèse des apports de cet ouvrage pour ce qui concerne notre connaissance de la société et de la part qui prend le Droit comme "règle-du-jeu" de la vie en société et d'autre part dégager les contraintes dans l'énonciation des projets de société

Les leçons du jeu des lois

Première leçon

Indépendamment du contenu des parties, leur premier apport est de **couper le lien de filiation entre le jeu de l'oisie et le jeu des lois**. Comme le faisait remarquer Laurent Boileau à propos du jeu "de société", "*sa règle repose sur un postulat de fiction, contraire à la réalité quotidienne*".¹⁰ Notre jeu des lois se pratique "en société" et n'a ainsi aucun caractère fictif. Il tente d'approcher au plus près la vie en société dans ses modes de régulation spécifiques. Ainsi, le jeu des lois ne peut-il être arbitrairement arrêté et si on ne sait exactement quand

⁸ Discret au sens du latin classique, "séparé", sens repris par le langage mathématique

⁹ R. Navarro, *L'invention de la ville africaine, démarche comparative en Afrique de l'ouest*, projet de recherche présenté à l'ORSTOM, s.l., s. d. (circa 1990), 19 p., annexe. (Citation p. 5)

il a débuté on peut être assuré qu'il ne peut avoir de fin sauf à renoncer à la vie. Dès lors que nous sommes vivant et "animal civilisé" (*zoon politicon*) nous sommes condamnés à pratiquer le jeu des lois, plus ou moins consciemment et si possible de manière à en maîtriser les contraintes et les virtualités. Le ludique a ainsi fait progressivement place à l'interactif, parfois au tragique. On se souvient de la métaphore de la fourche télescopique proposée par J.-F. Tribillon pour qualifier le Droit, fourche qui permet d'absorber les chocs et aléas de la vie et de conduire l'individu en société vers le "port", grâce aux repères qu'offre la juridicité.

Deuxième leçon

L'exigence de totalité ne façonne pas seulement la démarche anthropologique mais la prise en compte de **la vie en société**. A l'encontre d'une tendance à l'artificialisation, donc à la spécialisation toujours croissante, le jeu des lois a dégagé les manifestations dialectiques des logiques sociétaires et nous invite à une appréhension de la globalité des facettes de la vie en société : "il faut donc, disait-on dans le chapitre 14, bien tenir la démarche par les deux bouts, à la fois savoir de quoi on part, qu'est-ce qu'on transmet, comment on va l'établir et comment cela va durer (dimension de l'institution) et d'autre part, à quelle besoin cela doit répondre, qu'est-ce qu'on en fera, à qui et surtout à quoi cela servira, effectivement (dimension fonctionnelle)".

Troisième leçon

Le droit-comme-règle-du-jeu est paradoxalement saisi par le mouvement, celui de la vie, au moment où les exigences de la sécurité juridique lui donnent l'apparence d'être fixiste ou figé dans un présent historique reconstitué. Cette prise de conscience d'un temps "qui bouge" dans le Droit pose des questions neuves que tente de saisir un des projets de l'Académie Européenne de Théorie du Droit (AETD) que j'ai cité et c'est le sens de ce mouvement, de cette dynamique appliquée au Droit que j'ai cherché à déchiffrer dans cet ouvrage.

J'ai ainsi diagnostiqué dès l'introduction générale "une **acculturation des projets de société**", observable tant dans les sociétés européennes qu'africaines (ou américaines), et "accouchant progressivement des visions du monde du XXI^e siècle". Je me rends compte, au terme de l'ouvrage, du caractère optimiste de mon expression, le "progressivement" devant sans doute être remplacé par "difficilement".

Cette acculturation prend, selon mes analyses, la forme d'une greffe ou d'un métissage et induit une transformation en profondeur de l'expérience occidentale dans le contexte d'une sortie de modernité qui pourrait être interprétée comme entrée dans la trans-modernité : "La bonne démarche paraît être de favoriser l'adaptation de la conception 'commune' ou 'banale' du Droit à la complexité et de se proposer d'enrichir ces conceptions de la loi et de la régulation, à la manière d'un enrichissement de l'uranium en plutonium". "On est donc conduit, vaille que vaille, à intégrer l'idée que c'est la régulation juridique dans sa version légale et étatiste, qui doit être repensée. On est également amené à considérer que le sens du jeu est déterminé par notre capacité à penser les

¹⁰ L. Boileau, "Grammaire de l'injustice", *C'est pas juste*, op. cit. 1997, 21.

institutions et leur Droit comme des repères pour l'action future plutôt que comme la répétition des expériences du passé. On est enfin amené à admettre la part de flou, de fluide et de contradictoire dans la vie en société”, donc dans le Droit.

Je rappelais également dans ce chapitre 14 que “ces formules de régulation, combinant universalité et particularités, auront pour caractéristiques d’être personnalisées, contextuelles mais généralisables et séquentielles. On a ainsi relevé dans le chapitre 13 la remise en cause qu’introduisait la prise en compte de la gestion reproductible et durable de l’environnement : “Quand on doit prendre en compte le droit des générations futures, donc se projeter dans l’avenir et subroger le consentement de ces générations à naître, on ne peut plus recourir au seul mécanisme contractuel et seules des approches de type patrimonial permettraient de proposer des solutions satisfaisantes ”.

Le chapitre 32 a vérifié le caractère trans-moderne de ce type de démarche tout en soulignant les nouveaux investissements scientifiques à réaliser pour disposer de mécanismes de régulation effectivement opératoires. Enfin, le chapitre 16 a constaté que notre culture contemporaine valorise l’instantané et le simultané (réaction en “temps réel” immédiate à l’événement, communication simultanée des marchés financiers et des réseaux d’informations et d’images) plus qu’elle ne cultive la mémoire ou ne forge des projets pour l’avenir, et ce sur fond de fragmentation sociale et d’individualisme croissants (sans oublier cependant les phénomènes sociaux, plus souterrains, de recomposition).

Quatrième leçon

On s’est demandé également “s’il n’appartient pas aussi au droit de s’inscrire dans la durée : peut-on en effet “instaurer ” sans durer ”?

Pour durer il faut des valeurs et les valeurs sont le nord magnétique des pratiques juridiques. Un Droit sans valeurs partagées est déboussolé. La crise que traversent les sociétés en cette fin du vingtième siècle est due à l’aporie de valeurs “valorisantes ” ou stimulantes (par différenciation des valeurs monétaires ou financières que je tiens pour stérilisantes et qui s’imposent de manière indue).

Or, le partage de valeurs opératoires paraît une des clés dans la régulation des sociétés, au Sud comme au Nord, autour de la notion de partage précisément.

Dans le cadre de cet ouvrage, nous avons vu des séries de valeurs émerger dans chacun des contextes où nous avons travaillé, civilités urbaines, médiation et justice, droits de l’homme, gestion patrimoniale, socialisation des mineurs.

- La médiation nous a permis de comprendre que “violence faite à sa propre violence sous l’autorité d’un tiers, la médiation n’est jamais douce. Surtout, elle n’est pas une justice même de proximité. Elle ne dit pas qui est en faute. Son objet est de concilier ou de réconcilier, de **reconstruire le lien par le lieu** de la médiation ” De même, nous avons associé la figure du juge dans le chapitre 34 à celle du **lieu** que thématise déjà le bouclier d’Achille dans l’Iliade !

De ce fait, et dans un contexte de 'globalisation', "il faut concevoir une théorie de la juridicité qui tienne compte de ces articulations nouvelles, à partir du lien social et selon une problématique du multijuridisme ". Car, "aucune définition du Droit ne peut extrapoler les critères de juridicité de l'une des sociétés, même si son économie domine le monde ".

- Ensuite, les droits de l'homme nous ont fait déboucher sur les valeurs de paix, paix définie au plus simple comme "harmonie des différences", à travers trois exigences : respect de l'autre, maîtrise de soi (et de ses pulsions), dialogisme.

- De plus, la gestion patrimoniale a favorisé la reconnaissance des vertus de la négociation et de certaines valeurs particulières à protéger : promouvoir une gestion paritaire et décentralisée implique la valeur de participation; privilégier le principe de subsidiarité réhabilite la valeur d'adhésion par les acteurs; intégrer la pluralité, la différence et la divergence donc des valeurs d'hétéronomie.

On a ainsi cherché à dégager les lignes d'une politique juridique faisant leurs parts respectives aux normes générales et impersonnelles pour fixer les principes d'organisation, aux modèles de conduite et de comportement pour traduire dans le Droit de la pratique leurs applications normatives en vue d'enraciner par des systèmes de dispositions durables les valeurs à poursuivre.

- Dans le chapitre 22, enfin, à propos de la socialisation juridique, je confirme cette lecture. Il s'agit en effet de donner à ces fameuses "normes en creux" un sens qui ne soit pas seulement négatif (tu ne voleras point) mais positif. Ce faisant, il faut adosser la norme à une valeur qui soit acceptée de manière suffisamment large pour réduire les effets de brouillage et associer, de manière non contradictoire et si possible complémentaire, les systèmes de dispositions durables aux modèles de conduites et de comportements et aux normes générales et impersonnelles. Passer d'un énoncé prescriptif ou interdictif à une formule d'adhésion, des normes en creux à des formes normatives pleines auxquelles l'adolescent (puis l'adulte) puisse adhérer (tout en y impulsant sa créativité) passe par le dédoublement d'un droit des procédures juridico-judiciaires. On reste là fidèle à la double mission éducative et sanctionnatrice de la justice des mineurs tout en redécouvrant la vertu des rituels dans la socialisation des individus.

Les travaux d'Andrée Lajoie exploités dans le contexte de la sécurité juridique ont, en outre, montré le caractère sélectif et arbitraire des choix de valeurs consacrées ou rejetées, en nous introduisant dans l'observation des mécanismes de la démocratie "post-moderne" puisqu'il s'agissait du Canada. Plus généralement, la forme démocratique, si utile, est aussi fort délicate à protéger. Dans l'introduction de la deuxième partie, je notais ainsi : "sans valeurs républicaines et responsabilisantes, l'Etat de Droit devient immédiatement formel et instrumentalisé et la Démocratie se trouve rapidement déstabilisée". Comment, maintenant, passer des valeurs de centralité et d'uniformité à des valeurs de responsabilité et de pluralité par complémentarité des différences ? C'est là le défi de la société française face à la réforme de l'Etat et à la construction européenne en cette fin de siècle.

Toute anthropologie du Droit est donc une anthologie des valeurs socialement et politiquement poursuivies, en ayant le courage de mettre en lumière celles de ces valeurs qui paraissent susceptibles de compromettre la

reproduction de la société et qu'un débat démocratique, du type du référendum d'initiative populaire suisse, permettrait de confirmer ou d'infirmier.

Cinquième leçon

Ces domaines de la reproduction sociale qui sont tenus pour juridiques **sont variables dans l'espace et dans le temps**. J'en déduisais dans la conclusion de la première partie les conséquences suivantes :

- Il convient, cas par cas, d'identifier les enjeux que la société tient pour la base de sa reproduction car ils pourraient être pour la société le cadre de ses "lois génératrices" ou de ses principes référentiels à privilégier dans toute action législative, ce que Henri Lévi-Bruhl aurait sans doute appelé la juridique.
- La reconnaissance de la variabilité des enjeux de reproduction dans nos propres sociétés doit nous conduire à renoncer à déduire de nos observations des prédictions sur le devenir des sociétés. Ceci conduit à une attitude au mieux probabiliste car le résultat de l'évolution paraît largement imprévisible, surtout à terme. Comme le dit Gautier à propos de Debussy "tout change", même les conditions de la problématisation scientifique.
- La sécurité dans les relations juridiques doit être moins trouvée dans le 'Droit' comme ensemble de normes générales et impersonnelles susceptibles d'ouvrir droit à réparation ou à sanction en cas de non-respect des clauses contractuelles que dans les relations, dans les pratiques et plus globalement par la prise en compte de la 'juridicité'.
- *Enfin, "on ne comprend que des relations entre les choses, pas les choses elles-mêmes, lesquelles n'ont pas de signification"* disait Gautier en conclusion à la première partie. Les choses étant relativement stables et les innovations dans la production des choses étant également relativement rares, les changements qui sont intervenus ou qui vont advenir reposent à titre principal sur un changement de relations entre les choses et surtout de changement de signification des relations entre les choses. Nous avons ainsi observé le changement qui avait affecté l'interprétation des actes de malveillance de jeunes à l'encontre du parc immobilier de HLM et la requalification sous le terme 'incivilités' de pratiques (et donc de relations aux choses) qui auparavant étaient classées sans suite faute d'une signification "juridique" attribuée à de tels actes.

Dans les approches sur le terrain, ces types d'exigences s'expriment dans le langage des projets, projets de développement en Afrique, projets de vie concernant les jeunes, projets de ville ou de pays en France. Dans le chapitre 14, je souhaitais élargir cette proposition à une axiologie comme ensemble de propositions se référant aux valeurs sociales à poursuivre, avec une axiomatique neuve à défricher. Dégageons-en les prolégomènes.

Ce que projet veut dire : ses exigences

Comme à l'accoutumé depuis le début de cet ouvrage, notre premier réflexe doit être d'ouvrir le dictionnaire pour comprendre "de quoi on parle".

Projet est ici principalement abordé dans son sens premier, me dit le Robert, "l'image d'une situation, d'un état que l'on pense atteindre" (1968-1402). Comme on l'a pratiqué dans la négociation patrimoniale, se projeter suppose de "se lancer en avant et avec force" dans un temps plus ou moins éloigné et de préciser les moyens d'atteindre les objectifs ainsi dégagés. Le second sens de projet nous intéresse de manière dérivée. Il s'agit d'un "travail préparatoire, d'un premier état ou d'un premier jet. Il désigne aussi un dessin d'architecte ou un modèle de couturier. Ce second sens n'est pas à négliger dans la mesure où plus la taille de la situation est grande plus l'erreur d'appréciation l'est également. Dans ce cas, l'esquisse se simplifie pour éviter des généralisations contraires aux possibilités de l'induction.

Le concept de projet est ainsi en phase avec les notions de prospective, de création, d'aléas et d'incertitude. Ce terme a été fort souvent employé dans cet ouvrage et je dirai que l'anthropologue en partage la saveur et les contraintes avec l'architecte. En tant que possible projection dans un futur plus ou moins bien maîtrisé, le projet de société propose les cinq derniers enseignements de cet ouvrage.

Sixième leçon

Tout projet est inscription dans un ordre archétypique. Au risque d'inverser la tension qui parcourt le champ juridique entre les pôles de l'ordre et du désordre (chapitre 18), il paraît maintenant impossible d'éviter une confrontation directe entre les divers archétypes qui se sont plus ou moins ignorés jusqu'ici, donc de rechercher une nouvelle combinaison entre les principes de soumission, de différenciation et d'identification qui sont à la base de la conception des archétypes selon Michel Alliot. Cette combinatoire neuve permettrait d'en spécifier les implications institutionnelles, selon un mode de mise en ordre propre à chaque *universitas* et apte à faire advenir son projet de société particulier dans le contexte de la mondialisation et de la trans-modernité. Dès lors que la mondialisation ne peut être légitimement la généralisation d'un 'ordonnement imposé' particulier (la *pax romana*, *gallica* ou *americana*) et que cette *universitas* doit être conjuguée au pluriel, c'est un projet de société privilégiant un 'ordonnement négocié' et une participation responsable des acteurs-citoyens qui devrait se consolider au III^e millénaire comme le nouveau modèle institué à l'échelle de la communauté mondiale.

Ceci est particulièrement vrai de l'Etat de droit. Rappelons que pour être universalisé, l'Etat de droit doit trouver des applications globalement analogues dans toutes les sociétés et sous tous les régimes juridiques et politiques. On en est encore loin selon une approche interculturelle.

Pour être un de ces nouveaux "universaux" d'une société mondialisée, l'Etat de Droit doit s'ouvrir à tous les changements qu'induit la complexité de nos sociétés. Ainsi, pour ce qui concerne la France, le mode légal d'énonciation devra faire une place aux deux autres fondements du Droit et la forme étatique, ainsi que le monopole de juridicité, devra évoluer en faisant, selon une formule à la mode, "dégraisser le mammouth". Enfin, les nouvelles valeurs de société, d'esprit trans-moderne, devront trouver des applications dans la juridicité en

émergence, en renonçant à sacrifier au modernisme “à tout va”, de plus en plus délétère pour mieux affirmer les exigences “contemporaines” de la reproduction sociale dans les sociétés du XXI^e siècle.

Septième leçon

Un projet de société ne peut saisir que des potentiels, alors qu’une planification ne repose que sur des données quantifiées. Souvenons-nous de ce qu’écrivait J.-M. Legay : “*l’interaction entre ici et maintenant et ici et plus tard ne couvre pas une relation de conservatisme (protéger ceci ou cela), mais une relation de potentiels (être capables de ...). Il me semble que les problèmes posés sont donc beaucoup plus difficiles qu’on ne pouvait l’imaginer*”. Il y a des choses dont nous sommes capables, par exemple de réintroduire dans la vie juridique ceux des “pieds du Droit” qui ont été négligés par la modernité juridique. A propos de la socialisation juridique, je souligne l’apport d’une prise en considération des habitus, donc de la culture juridique que certaines élites tiennent pour “vulgaire” : ces habitus s’inscrivent en effet dans les visions du monde des acteurs avec lesquelles ils forment des ensembles flous mais cohérents. A propos du mariage ‘à la carte’ chez les Wolof, je me suis interrogé sur la capacité pour le Droit positif de généraliser des solutions de ce type et de passer d’armistices tacites à l’élaboration d’un véritable ordonnancement juridique négocié au sens du chapitre 18 et susceptible de répondre aux exigences de l’Etat de Droit.

Aussi, même si l’évolution des habitus dépend de facteurs apparemment irrationnels (idéologies, croyances, sentiments), il faut prendre conscience que c’est par leur biais que la réforme peut être en phase avec la transformation des mentalités. On ne saurait faire évoluer le droit positif sans travailler également la mutation des mentalités, et inversement

Huitième leçon

Tout projet doit garder une part d’improvisation¹¹, voire une part cachée qui favorise les adaptations sous l’apparence de l’irrationalité. Dans la conclusion de la deuxième partie, j’observe “ce jeu entre les sens manifeste et caché, entre des contraintes et la capacité de les accepter, (qui) explique cette part de flexibilité, d’élasticité, cette aptitude à l’adaptation, cette part de liberté irréductible du *zoon politicon* ce qui caractérise donc l’homme en société.

Il y a d’une part le Droit tel qu’il est connu et invoqué au quotidien (soit un corps de principes de base assez sommaire et peu éloigné des recettes de cuisine, ce que le doyen Carbonnier que je citais en ouverture de cet ouvrage compare à l’horizon d’une forêt) et d’autre part la juridicité, le Droit pour le spécialiste, ce corps de normes et de pratiques, impliquant une culture professionnelle et des connaissances évoluant de plus en plus vite. C’est cette juridicité, non le Droit au sens restreint que je viens d’envisager, qui doit être pris en considération si

¹¹ <Une part importante doit être faite à l’improvisation des acteurs sociaux et du principal d’entre eux, l’Etat, qui doivent ajuster les rapports juridiques formels aux rapports sociaux réels tant il est vrai que, dans les situations africaines que nous connaissons, nul ne peut expliquer son action par la seule référence à une loi abstraite et supérieure dont il ne serait que l’aveugle exécutant>, J.-F. Tribillon, Interventions foncières dans les villes africaines : leçons d’expériences”, *Le mois en Afrique*, 247-248, 1986.

on veut comprendre comment “le Droit ” répond ou ne répond pas aux problèmes de reproduction de la vie en société, donc comment il est possible de réformer ou d’adapter la vie juridique.

En effet, le Droit et la juridicité étant les deux facettes d’une même dynamique, d’un même ensemble de régulations, la prise en compte de la juridicité oblige à un déplacement de problématique, non seulement dans la dimension savante de la production du Droit (*lato sensu*) mais aussi à propos de l’enrichissement de ce Droit vécu à l’occasion de son apprentissage, de sa gestion reproductible et durable et de l’usage qui peut être fait de la sécurité que peut apporter le Droit. La transmission ou l’application de ce ‘Droit-des-professionnels’ ne peut être intelligible sans référence à la juridicité donc sans une attention exigeante à ce qui fait ou ne fait pas la reproduction d’une société.

En se gardant pourtant de vouloir tout prévoir, tout organiser, tout ordonner. N’oublions pas à cet égard la déclaration de Pierre Legendre : " *On veut tout mettre en lumière mais l'humanité a besoin de l'ombre pour échapper à la folie. Il faut espérer que ces nouvelles technologies inventeront leurs propres genres poétiques, aujourd'hui inimaginables, qu'elles instaurent leur propre régime de fiction pour sortir de l'actuelle dérive scientiste. La dérive qui nie que dans la gestion des comportements, même dans les plus techniques ou les plus triviaux, il entre une part de pathétique. Celle qui refuse qu'une part de l'humain échappera indéfiniment à la saisie, que l'homme est "civilisable" mais pas absolument gouvernable*".¹² Toute société repose sur des contradictions fortes ou sur des paradoxes qui constituent l’ethos social et qu’on ne saurait inconsidérément négliger ou détruire.

Neuvième leçon

Le droit, par lui-même, ne peut rien. Seuls les hommes sont maîtres du futur. Rappelons cette vérité d’évidence que notre bon sens oublie trop souvent : en lui-même le Droit ne fait rien et ne prédit rien car il n’a d’autre existence que spéculative. Ce sont les hommes qui décident et qui font. Ne cédon pas à un anthropomorphisme qui prêterait au Droit, une “vie”, des intentions et des volitions. Le Droit est une boîte noire enregistrant tous les spasmes de la vie puis proposant des programmes pour gérer les itinéraires individuels et collectifs, de la naissance à la mort.

Une autre conséquence de ce constat est de réhabiliter le Politique dans le Droit. Sans politique pénale, le recours à la médiation perd sa signification forte pour redevenir un gadget à la mode ai-je indiqué sur l’air de “ Tout va très bien, Madame La Marquise ”. Sans axiologies, les politiques de la ville ou les réformes foncières sont condamnées à l’échec. Sans repères fondés sur l’éthique et validés politiquement, le Droit en devient “gauche”, inapte à répondre aux besoins sociaux.

¹²Pierre Legendre, "L'humanité a besoin de l'ombre pour échapper à la folie", Entretien avec Jean-Michel Frodon, *Le Monde*, 22 avril 1997, 14.

Dixième et ultime leçon

Tout change, même le Droit, même les juristes !

Mais le changement n'est pas sans risque. Au début d'une nouvelle période de l'histoire de l'humanité caractérisée par la mondialisation des échanges et des technologies et l'entrée progressive en trans-modernité, la difficulté, de l'un et l'autre côté de l'Atlantique, de concevoir une civilisation juridique interculturelle risque de produire des clôtures et des censures de "l'autre" au nom d'une démarche de vérité qui nous ramènerait aux localismes les plus bornés et aux formes d'inquisition les plus inacceptables.

Annik Osmont nous dit à propos des sociétés urbaines africaines que "*même revêtues des habits de l'économie institutionnelle, les réformes de structures imposées par l'ajustement s'installent dans des villes et sur des territoires concrets, qui ont leur histoire et leur dynamique propres, et dont les habitants recherchent par eux-mêmes des alternatives concrètes aux modes de gestion qui leur sont proposées, abstraitement, de l'extérieur*" donc sans prises sur ces sociétés.

C'est pourquoi, en dépit des apparences, les sociétés africaines ont dû trouver des réponses pragmatiques à la hauteur des problèmes qu'elles rencontrent. Il n'est pas inimaginable que les sociétés occidentales doivent se plier à cette même exigence qui est une exigence de réalité : *et pur si muove !*

C'est en fonction de ces leçons que les orientations scientifiques de Laboratoire d'Anthropologie Juridique de Paris ont été construites depuis une dizaine d'années autour des choix de politique juridique dans différents domaines de la reproduction de la vie en société. C'est également en relation avec les contraintes d'élaboration des projets de société que la LAJP, en partenariat avec l'Université Gaston Berger de Saint Louis du Sénégal, se propose de débattre des projets de la société africaine du XXI^e siècle, en montrant le chemin qui reste à suivre pour les sociétés occidentales.

En refermant cet ouvrage, le lecteur pourra réfléchir à la double exigence qui a été associée à cette recherche du sens du Droit comme signification et comme direction. Deux mots, trop souvent galvaudés, la responsabilité et la liberté, ont été les horizons de ma démarche.

° La liberté, d'une part, donne tout son sens, en l'orientant positivement, à la conception trans-moderne du Droit. C'est cette quête qui mobilisait "Les hommes de la liberté" selon le beau titre des ouvrages de Claude Manceron sur les origines de la Révolution française. Si, selon une autre formule, on a commis bien des crimes au nom de la liberté, si le contrôle qu'exerce sur chacun d'entre nous la machinerie administrative reste potentiellement dangereuse pour les libertés publiques (et qu'ainsi le 1984 d'Arthur Koesler reste un scénario potentiellement concrétisable), il me paraît que, paradoxalement, nous n'avons jamais été aussi libres et que la liberté n'a jamais été aussi menacée.

Aux libertés publiques conquises en 1789 puis aux droits économiques et sociaux du XX^e siècle sont venus s'ajouter une libération des esprits et des mœurs qui modifie totalement les conditions d'exercice du contrôle

social, au risque de succomber à un relativisme absolu, ce que la quatrième leçon nous a appris à récuser en recherchant valeurs et axiologie. L'élargissement des conditions de communication par Internet donne le sentiment d'une liberté sans limites, au moins pour les modes d'expression. Ne chantons pas trop vite victoire et ne cédon pas à l'illusion que cette liberté soit partagée par tous. Approchant les phénomènes de marginalisation des jeunes dans nos sociétés et des sociétés du Sud dans le concert mondial, nous avons appris qu'il y a, par la naissance, la culture ou la richesse, "de plus libres que d'autres" et que, parallèlement à la libération des hommes et des esprits les processus de dépendance (drogues et alcools), de travail forcé (pour des enfants, des femmes...) voire de réduction en esclavage sont encore monnaie courante. *Allegro ma non troppo*, telle était notre conclusion du chapitre 32 et telle doit être notre ligne d'action. Car la liberté n'a de sens que si elle autorise de nouveaux investissements dans le lien social et rend, indiquions nous, plus solidaire notre exigence de fraternité. La liberté est d'abord menacée par notre laisser aller civique et c'est là, dans nos micro-démissions quotidiennes ou dans nos renoncements intellectuels, que réside le plus grand risque pour notre avenir.

° La responsabilité, ensuite, est la condition de l'exercice de cette liberté. A la suite de Michel Alliot, j'ai souvent souligné que la conception occidentale de l'Etat et du Droit, donc la modernité institutionnelle, étaient l'une et l'autre d'autant plus infantilisantes qu'elle exigeaient pour être concrétisées l'apport d'un corps de spécialistes, se constituant en élites professionnelles à tendance nécessairement corporatiste. Cette approche du Droit est plus sensible dans les pays latins mais les pays anglo-saxons connaissent une judiciarisation de la vie sociale et vivent sous la menace d'un gouvernement des juges.

Cette infantilisation des acteurs de la société par ses élites au nom d'une exigence de rationalité de l'action sociale n'est plus de mise. Ses cadres de légitimation, tel l'Etat-providence, sont en voie de dépassement, même si de nouveaux équilibres sont en train de se chercher entre libéralisme et solidarité. De ce fait, nous nous trouvons dans une situation où les demandes d'une société civile en recherche des conditions de son expression sont contredites par des demandes contraires ou contradictoires d'autres acteurs sociaux (voire des mêmes acteurs dans d'autres rôles) attendant de l'Etat et des institutions la solution de tous leurs problèmes sur le mode "que fait la police ?" Ils transposent souvent dans leurs rapports à l'Etat 'la servitude volontaire' (pour reprendre le titre du traité d'Etienne de La Boétie) qui caractérise leur rapport à la médecine et au corps médical.

Refermant cet ouvrage, je lis dans *Le Monde* un "point de vue" signé par un large éventail d'intellectuels¹³, de Régis Debray à Paul Thibaud qui se proposent, comme nous pour l'Etat dans le chapitre 35, de "refonder la République", envisageant "une longue chaîne de citoyenneté" en "agissant sur les leviers à notre portée (...) dans nos propres sphères d'existence". Ce texte entend aussi rompre avec "le décalage entre les pratiques d'abandon et la fermeté des 'affichagees', entre les comportements et les discours de l'officialité (qui) fera bientôt de l'hypocrisie le premier principe républicain". Il souligne une contradiction dont je me suis étonné au fil de mes analyses :

¹³ Régis Debray, Max Gallo, Jacques Julliard, Blandine Kriegel, Olivier Mongin, Mona Ozouf, Anicet Le Pors, Paul Thibaud, "Républicains, n'ayons plus peur", *Le Monde*, Horizons-débats, vendredi 4 septembre 1998, 13.

Las des grands mots, le citoyen, désormais, demande à voir, et il a bien raison. Le besoin de République et la fatigue des rhétoriques le disputent au fond de nous. Marier l'énergie et le réalisme serait-il impossible ? Ne vaudrait-il pas mieux se donner des fins modestes correspondant à ses moyens que de promulguer des programmes ou des lois qu'on n'aura ni les moyens, ni la volonté, d'appliquer le moment venu ? Ce qui peut engendrer in fine des dizaines de milliers de 'sans papiers', illégaux officiels, expulsables en principe, mais non en fait.

A titre de solutions, les auteurs proposent ainsi, la liste n'étant pas exhaustive, de responsabiliser les adultes (en matière de racisme au quotidien), les services de sécurité publique (face aux incivilités), les requérants étrangers à la naturalisation (par l'apprentissage de notre langue et de nos habitus), les partenaires internationaux de la France en matière de flux migratoires, les mineurs (en abaissant l'âge de la responsabilité pénale à 16 ans), les élèves, comme les professeurs de lycée. Tout cela a l'apparence d'un poème à la Prévert et contient des propositions fort diverses et, pour certaines, inacceptables, tel l'abaissement de la majorité pénale à 16 ans, manifestement simpliste. Un gros travail d'analyse et de propositions reste donc à faire.

Citons pourtant la conclusion de cet appel à une nouvelle responsabilisation, qui me paraît bien "dans l'air du temps" :

"Le principe de l'égalité devant la loi, en s'effaçant des réalités, a littéralement disparu des consciences. La France qui, lors du Mondial, s'est administré à elle-même une bonne cure antidépressive, attend de ses responsables une leçon d'espérance, mais sans tricherie ni tartufferie. Ceux qui sauront conjuguer les nécessités du retour à la loi avec les exigences du progrès social auront gagné pour longtemps la bataille civique "

Dès lors que 'le Droit n'est pas tant ce qu'en disent les textes que ce qu'en font les citoyens', l'entrée en trans-modernité passe par un effort de chacun d'entre nous pour intérioriser et concrétiser les conditions de la régulation sociale dans des sociétés complexes.

Table des matières

Prologue :	page
L'écriture anthropologique	
Le sens de l'ouvrage : une anthropologie à la recherche du sens du Droit.....	
Introduction générale	
D'une anthropologie structurale à une anthropologie dynamique.....	
L'anthropologie dynamique et le comparatisme.....	
Le Droit n'est pas tant ce qu'en disent les textes que ce qu'en font les citoyens.....	

1 -Le sens du jeu des lois

10 - Introduction : Une lecture ludique :

- Le Droit-comme-règle-du-jeu.....
- Du jeu de l'oie au " jeu des lois ".....
- La signification d'une interdisciplinarité.....

11 - L'entrée dans le jeu par ses acteurs : statuts, rôles, fonctions et positions

- Le langage naturel et le langage sociologique.....
- Les cités et la pluralité des mondes.....
- L'impensé du pluralisme.....
- Conséquences de méthode.....

12 - Les ressources des acteurs

- Des ressources matérielles, humaines et mentales.....
- Le capitalisme comme rupture avec des valeurs d'existence.....
- l'interférence de ces ressources dans le champ juridique.....

13 - Les conduites, entre l'esquive et l'anticipation, le flou, le fluide et l'organisation

- Pratiques et conduites.....
- Conduites d'anticipation : tactiques et stratégies.....
- Modèles de comportements dans le groupe.....
- Négociation et contractualisation : les limites.....

14 - Les logiques, comme rationalisations pour l'action

- Un des paramètres privilégiés d'une anthropologie du droit.....
- Logique institutionnelle/logique fonctionnelle.....
- Analogie et Dialogisme.....

15 - Les échelles spatio-temporelles de contextualisation du jeu juridique

- L'effet de l'échelle de Jacob.....
- Les trois étages de l'économie selon F. Braudel.....
- L'art de la transposition d'une échelle à l'autre.....

16- Les processus et les trajectoires de la dynamique sociale

- Pluralité des temporalités historiques.....
- L'analyse processuelle et l'héritage de Sally Falk Moore.....
- Enchainements et contradictions, transformation et stagnation : le sens de la dynamique sociale.....

17 - Les lieux de la décision : arènes et forums

- Des lieux pour la confrontation, la négociation et le règlement des conflits.....
- Aux Comores, de Hautes Autorités Foncières.....
- Arbre à palabre, médiation et maisons de justice.....
- Le tribunal international pour le Rwanda : surveiller et punir ou pacifier ?.....

18 - Les ordonnancements sociaux

- Entre ordre et désordre.....
- Les ordonnancements imposé, négocié, accepté et contesté comme types idéaux...
- Le sens de leurs interactions contemporaines.....

19 - Les enjeux juridiques : ceux qu'une société tient pour vitaux dans la reproduction individuelle et collective

- L'enjeu, ce qui peut être gagné ou perdu.....

- Ces enjeux qu'une société tient pour vitaux.....
- Trois exemples d'une reproduction sociale "en jeu".....

Conclusion /transition : le sens de la dynamique.....

2 - Des règles du jeu social au jeu des règles de la vie en société: Droit et juridicité

20 - Introduction

- Le sens d'une inversion : du "jeu comme paradigme pour le Droit" au Droit comme paradigme pour le jeu social.....
- Le sens d'une élucidation : le Droit entre trop et trop peu.....
- La juridicité comme attribut, critère ou propriété.....

21 - Le Droit tripode

- La coutume : petite histoire d'une redécouverte personnelle.....
- Des sources juridiques aux fondements du Droit.....
- La loi, la coutume et l'habitus pour introduire aux fondements du Droit.....
- Variabilité des montages des fondements de la juridicité.....

22 - L'apprentissage de la juridicité, entre norme juridique et loi symbolique

- Les vertus confucéennes de l'auto-discipline.....
- L'incidence des micro-règles de civilité, l'exemple de la justice des mineurs.....
- Le retour aux rituels par le droit des procédures.....

23 - La gestion de la juridicité, entre invention et conservation

- Un '*management*' des ressources juridiques.....
- Parenté et communauté, un jeu sur les modèles "coutumiers" de conduites et de comportements.....
- Exemple du mariage wolof.....

24 - La fabrique de la sécurité juridique, entre abstraction et casuistique

- Repères introductifs.....
- Les fondations de la sécurité juridique.....
- L'exemple de la sécurisation foncière en Afrique.....

25 - Maintenant et ailleurs, ici et plus tard : la juridicité en devenir

- L'américanisation du Droit et la juridicisation de la société.....
- L'universalité de l'Etat de Droit.....

3 - Le sens de la complexité contemporaine, cinq chantiers d'anthropologie du Droit

30 - Introduction à la troisième partie.....

31 - Une régulation urbaine "à la marge", entre Droit et politique : exemples sénégalais et horizons françaises :

- L'invention de la ville africaine.....
- Droit et gouvernance urbaine.....

32 - la gestion patrimoniale, ou la redécouverte des "communs" dans l'Océan Indien

- Thème.....
- Et variations.....
- Allegro, ma non troppo.....

33 - les droits de l'homme : l'interculturel et le partage de nos humanités

- Corriger deux approches.....
- Les droits de l'homme, expression de la modernité.....
- La voie anthropologique : la redécouverte des cultures de paix.....

34 -La justice et la médiation pénale, en France et au Canada

- Le juge, une figure d'autorité dans un ordre imposé.....
- La médiation pénale ou la risque de dévoiement de la négociation.....
- Le *circle sentencing* canadien et l'intermédiation culturelle au TE de Paris.....

35 - La refondation de l'Etat, en Afrique et ailleurs

- L'horizon d'Ithaque ou l'errance inachevée de l'Etat.....
- Vivre avec ou sans l'Etat ?.....
- Une problématique de la refondation de l'Etat.....

36 - Conclusion : Qu'est-ce qu'une société complexe ?

- L'itinéraire anthropologique, de l'altérité à la complexité.....
- Ce que complexité veut dire ici.....

Conclusion Générale :

L'anthropologie du Droit à la recherche de nouveaux projets de société

- Les enseignements du jeu des lois.....
- Ce que projet veut dire.....

Index des concepts.....

Index des auteurs cités.....

Liste des tableaux.....